

## L'image du jour



*L'eau et ses enjeux se déclinent dans tous les pays et dans toutes les langues  
peinture d'artistes urbains (et leurs auteurs) à Istanbul*

**Vous souhaitez suivre les sessions du Forum en direct ?**

Rendez-vous sur [www.worldwaterforum5.org/index.php?id=2535](http://www.worldwaterforum5.org/index.php?id=2535)

### **Formation aux métiers de l'eau : place aux jeunes !**

Ce mardi, le pavillon français de l'eau a accueilli un événement parallèle sur le renforcement des capacités des acteurs de l'eau et de l'assainissement dans les pays du Sud. Jean-Pierre Elong Mbassi, directeur exécutif de Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique ([www.uclga.org](http://www.uclga.org)) a formulé un constat sans appel : les besoins de formations sur les métiers de l'eau sont énormes, en particulier au sein des services techniques

des collectivités locales en charge du développement des services d'eau et d'assainissement. Pourtant une offre de formation existe : formation au métier de chercheurs de fuites (Société des Eaux de Marseille), master « Eau pour tous » (AgroParisTech), formation des techniciens et ingénieurs (Office International de l'Eau). En particulier, l'OIEau ([www.oieau.fr](http://www.oieau.fr)) a appuyé la création de centres de formation technique dans différents pays (Mexique, Algérie, Arabie Saoudite, Pologne), des centres regroupés depuis 2008 au sein du

« réseau international des centres de formation aux métiers de l'eau », pour apporter des solutions adaptées aux besoins locaux. Les jeunes professionnels du secteur œuvrant sur le terrain et représentés par le réseau Projection ([www.reseauprojection.org](http://www.reseauprojection.org)), ont souligné la nécessité de ne pas limiter ce renforcement de capacités à de simples formations thématiques ponctuelles, et de proposer des appuis aux services techniques municipaux qui s'inscrivent dans le long terme, afin de compléter efficacement les compétences acquises dans le cadre des formations initiales et continues.

## La question du droit à l'eau pour les plus pauvres

A partir de cinq expériences (Afrique, Amérique latine et Asie du Sud), le réseau des organisations de la société civile, Freshwater Action Network ([www.freshwateraction.net](http://www.freshwateraction.net)) a témoigné de l'impact de la reconnaissance du droit à l'eau sur l'accès des populations les plus pauvres aux services d'eau potable.

Dans un pays donné, la reconnaissance constitutionnelle du droit à l'eau permet indéniablement aux populations de faire pression auprès des acteurs responsables du service (gouvernements nationaux et locaux) et ceux en charge de sa fourniture (compagnies publiques ou privées) afin d'obtenir une amélioration des conditions d'accès à l'eau potable. Néanmoins, dans les pays du Sud, l'application concrète du droit à l'eau se heurte régulièrement au manque de volonté politique et à la faiblesse des moyens financiers locaux et nationaux. Le droit à l'eau est finalement un support sur lequel les usagers peuvent s'appuyer pour interpeller les décideurs

pour leur rappeler leurs obligations. Pour aboutir, une telle démarche doit s'appuyer sur une mobilisation massive, moyennant, notamment, des actions de plaidoyer, qui nécessitent au préalable l'information et l'organisation des usagers.

Une session complémentaire, animée par WaterAid ([www.wateraid.org](http://www.wateraid.org)) illustrée par des expériences en Inde, en Afrique du Sud et au Nigeria, a permis de montrer ce que signifie l'importance du droit à l'assainissement. Le cas des « Safai Karamcharis » en Inde ([www.nskfdc.nic.in](http://www.nskfdc.nic.in)) est particulièrement édifiant pour montrer la dégradation de la dignité humaine que représente la fonction de ramasseur d'excréments humains, métier qui n'est plus acceptable au 21<sup>ème</sup> siècle.

## Quelle eau pour les contextes d'urgence et de reconstruction ?

Les catastrophes naturelles et les conflits sont des événements brutaux qui perturbent fortement l'organisation sociale des zones concernées. L'accès à l'eau et à l'assainissement devient alors une question vitale. Les contraintes logistiques (fournir un accès à l'eau et l'assainissement dans un délai extrêmement court) ou sécuritaires (zones de conflits militaires et d'instabilité politique) sont particulières et font appel à une expertise spécifique. Sur le pavillon français de l'eau, des ONG ont témoigné de leurs protocoles et outils d'interventions : le dispositif de réponse rapide de Solidarités ([www.solidarites.org](http://www.solidarites.org)), les équipes de réponse aux urgences de la Croix-Rouge française ([www.croix-rouge.fr](http://www.croix-rouge.fr)) ou la réhabilitation d'infrastructures publiques par le Secours

islamique France ([www.secours-islamique.org](http://www.secours-islamique.org)). Néanmoins, une difficulté récurrente pour ces acteurs est de pérenniser des interventions initialement dimensionnées pour des situations d'urgence qui, en raison d'une stabilité structurelle et d'un apaisement qui tardent à venir, doivent finalement s'inscrire dans une perspective de moyen terme. Cette problématique hybride, abordée avec succès par les « urgentistes » sur de nombreux terrains, et soutenue par l'Agence française de Développement ([www.afd.fr](http://www.afd.fr)) et la fondation Veolia ([www.fondation.veolia.com](http://www.fondation.veolia.com)) a permis de développer des outils et méthodologies performants pour répondre aux besoins des contextes entre urgence et développement.

*Cette newsletter a été réalisée avec l'appui des jeunes professionnels du réseau Projection*  
[www.reseauprojection.org](http://www.reseauprojection.org)

## Associer les citoyens dans la mesure de la qualité des services de l'eau

La maison du Citoyen et de l'Eau est un lieu interactif de dialogue et de diffusion des résultats concernant les projets locaux de gestion de l'eau, conçu et animé par le Secrétariat International de l'Eau dans le cadre spécifique du forum. Le SIE coordonne l'initiative Livre Bleu, un document élaboré à l'échelle d'un pays pour fournir une mesure indépendante de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour l'eau et l'assainissement et pour porter un regard critique sur les politiques et les stratégies sectorielles. Une session spéciale a permis de repenser l'initiative Livre Bleu - qui s'inscrit traditionnellement dans un contexte de monitoring au niveau global - dans une perspective d'implication forte des citoyens, une volonté souvent exprimée mais rarement mise en œuvre. A suivre sur [www.sie-isw.org](http://www.sie-isw.org).